

À l'attention des organisations
d'automobilistes et acteurs de la route

Paris, le 6 avril 2017

Mesdames, Messieurs,

J'ai reçu, comme candidat à la présidentielle, un courrier très abondant de la part de vos différentes organisations, et en direct de la part d'automobilistes.

Je suis très heureux que nous abordions, dans le débat français, les questions de la circulation et de la voiture, j'avais l'impression que le sujet était devenu tabou.

Nous avons réussi, depuis quinze ans, à faire reculer les dangers de la route. Nous pouvons tous nous en réjouir : c'est le résultat d'un effort collectif pour nous respecter les uns les autres quand nous sommes au volant.

Mais depuis quelques années, j'ai l'impression que la machine administrative s'est emballée, avec toujours plus de contrôles, toujours plus de sanctions, sans que cela corresponde forcément à ce qui apportera le plus de sécurité. Les radars prolifèrent, même dans les endroits réputés les plus sûrs. C'est devenu une machine à racketter.

Je trouverais bien plus raisonnable que l'on se limite à l'amende pour les dépassements de moins de 5 km/h, soit 10 km/h avec la marge d'erreur ; et que le retrait de point commence seulement au-dessus.

J'en témoigne, étant l'un des rares députés à avoir connu cette épreuve redoutable qu'est l'obligation de devoir repasser mon permis, une deuxième fois et presque une troisième. Un député de montagne doit en faire, des kilomètres ! Quand j'ai été élu, en 2002, il fallait quatre heures et demie pour aller d'un bout à l'autre de ma circonscription. Aujourd'hui c'est un peu moins, mais comment faire sans voiture ? À force de me faire flasher à des endroits que pourtant je connaissais par cœur, j'ai perdu ce permis. J'étais certes coupable, et responsable. Mais j'ai pu observer à cette occasion les difficultés que nombre

de nos compatriotes doivent affronter pour repasser leur permis de conduire ; ils en sont révoltés. Beaucoup n'y parviennent pas, et au moins 600 000, au final, roulent sans permis.

Les stages sont chers. Le nombre de leçons ne cesse de s'étirer, ce qui coûte et prend un temps infini : dans mon département, jusqu'à trente mois d'attente ! Et après trente mois, vous ne passez pas nécessairement l'épreuve de la conduite. Il peut arriver que l'on vous fasse passer des tests psychotechniques... Je l'ai raconté à l'Assemblée, la vidéo a fait au moins rire un million de Français, et j'espère qu'elle les aura aussi fait réfléchir !

Est-ce que l'examen du permis, comme on le passe aujourd'hui, mesure bien si le candidat conduira de la façon la plus sûre ? Déjà son nom inquiète, « examen théorique général ». Le candidat doit choisir avec une télécommande électronique, sur des diapos, des réponses A-B-C-D... Est-ce qu'on ne devrait pas plutôt mettre les candidats en situation, avec des simulateurs, ou tout simplement avec des maquettes, comme on le faisait du temps de nos anciens ?

A l'époque du service militaire, beaucoup de garçons apprenaient à conduire pendant leur séjour sous les drapeaux ; et les enfants ou petits-enfants de paysans avaient commencé avec le tracteur ! La pratique venait en premier.

Si je suis élu, les jeunes auront de nouveau cette possibilité. Je rétablirai le Service National, qui sera civil ou militaire selon le choix des jeunes. Il donnera à tous, filles et garçons, selon les missions qu'ils auront à remplir, l'occasion d'apprendre à conduire, gratuitement bien sûr. Certains passeront même le permis poids lourd ou transport en commun. Cela relancera les entreprises de transport qui se plaignent aujourd'hui de manquer de candidats.

Dans les grandes villes, beaucoup de jeunes et de moins jeunes peuvent se passer de voiture, en comptant sur les transports en commun ou en les combinant avec le vélo. Ils y sont d'ailleurs de plus en plus obligés, en tout cas à Paris qui interdit de plus en plus les voitures. Nous devons au contraire nous organiser et organiser l'espace de la ville pour que chacun y trouve sa place en harmonie.

Hélas, depuis des décennies, on a laissé tomber en ruines le réseau de chemin de fer. Cela a causé l'accident affreux de Brétigny. La financiarisation a chassé ce qui aurait dû rester une démarche de service public. Les décideurs enchaînent les projets de nouvelles lignes qui procurent de juteux bénéfices à la spéculation, et ils se moquent des millions de personnes qui doivent passer dans les transports en commun plus de deux heures de leur journée, ou qui, pour échapper aux retards des trains, se retrouvent dans les bouchons. Quelle perte énorme d'énergie, de temps, de vie, d'espace ! Je suis étonné que ces citoyens ne se révoltent pas ; mais ils ont accepté cette souffrance tellement longtemps qu'ils sont capables de l'endurer encore.

Certains territoires ruraux restent gravement éloignés des voies de circulation. Dans ma circonscription, je me suis battu pour faire élargir une route qui existait entre l'Aquitaine et l'Aragon. Des écologistes, pour la plupart venus de très loin, s'y sont tellement opposés qu'aujourd'hui, nous restons dans une sorte de no man's land.

À l'échelle du pays, la France a beaucoup investi, dans les routes et les autoroutes : un réseau magnifique, que nous devons maintenant payer très cher aux intérêts privés, depuis que l'État le leur a cédé à vil prix.

Mais la circulation est difficile, souvent dangereuse, sur les routes saturées de camions de l'Aquitaine ou de la vallée du Rhône. Le trafic augmente de façon exponentielle, venant de l'industrie et des ports d'Europe du Nord, allant vers l'Espagne, le Portugal et le Nord de l'Afrique, sans aucun profit pour les régions traversées. Je propose de créer une Autoroute de la Mer, de la Manche à l'Atlantique et à la Méditerranée, pour décharger nos réseaux routiers des flux Nord-Sud de poids lourds. Un décès sur 7, sur la route, résulte d'un accident avec un poids lourd. Rendre nos routes aux voitures, aux voyageurs et au transport de proximité, c'est aussi améliorer la sécurité.

Les voitures aussi évoluent. Nos industriels font un travail formidable. Est-ce que l'électricité remplacera le pétrole dans les voitures, je n'en sais rien ; il faudra de grands progrès dans le stockage de l'électricité pour que les véhicules électriques deviennent plus performants que les véhicules à essence. En tout cas, je suis certain que nous allons voir revenir la « fée électricité ». Les forces conjuguées du soleil et des marées sont susceptibles de produire autant d'énergie que le pétrole. Dans notre pays où le soleil ne se couche jamais, entre l'Hexagone et les outremer, comment croire que l'énergie solaire puisse nous faire défaut ? Je mobiliserai sur ces projets de nouveaux bataillons d'ingénieurs et de chercheurs. Beaucoup de ceux que j'ai rencontrés se sentent sous-employés dans les missions qu'on leur confie aujourd'hui, sur de vieilles énergies. Ils sont prêts à s'engager immédiatement pour l'avenir. Si nous mettons au service de la transition énergétique les moyens consacrés aujourd'hui à la « dérégulation » et la privatisation de l'énergie, les énergies nouvelles prendront rapidement le relais !



Jean LASSALLE